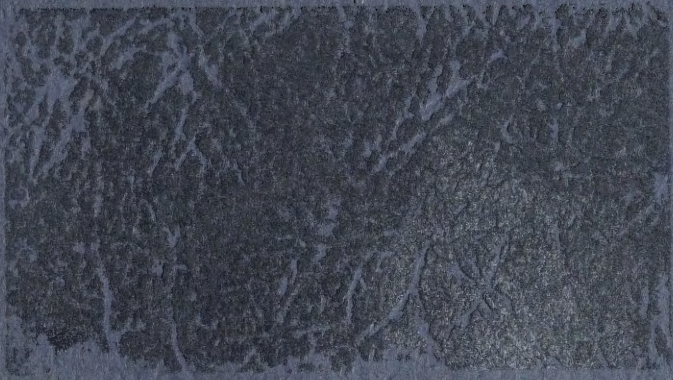


CA20N  
L95  
-1993  
P62

Government  
Publications









CA20N  
L 95-  
-1993  
P62

Government  
Publications



Ontario

Workers' Compensation Appeals Tribunal  
Tribunal d'appel des accidents du Travail

---

## **PRACTICE DIRECTIONS DIRECTIVES DE PROCÉDURE**

---

APRIL 1, 1993 / 1<sup>er</sup> AVRIL 1993



Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116320805>

# PREFACE

When the revised statutes of Ontario came into force, on December 31, 1991, they introduced a renumbering of virtually the entire *Workers' Compensation Act*. The *Practice Directions* have been revised to reflect the new numbering. All references to the "Workers' Compensation Act" in these practice directions relate to c. W.11, R.S.O. 1990.

The title of two of the practice directions included a section number of the Act. They have been retitled so as to exclude the reference to the section number. The practice direction, *Applications Pursuant to Section 15*, is now called *Applications Concerning the Right to Sue*. The practice direction, *Applications for Leave to Appeal Under Section 86o*, is now simply called *Applications for Leave to Appeal*.

The *Reconsiderations* practice direction now includes *W.C.A.T. Reporter* cites for all of the Tribunal decisions that it refers to.

None of the revisions made at this time affect the substance of any of the practice directions, as they stood following their last major revision in April 1991.





# PRÉFACE

L'entrée en vigueur des lois refondues de l'Ontario le 31 décembre 1991 a entraîné la renumérotation de presque toutes les dispositions de la *Loi sur les accidents du travail*. Les *Directives de procédure* ont maintenant été révisées afin de tenir compte de la nouvelle numérotation. Toute mention de la *Loi sur les accidents du travail* dans ces directives de procédure se rapporte au chap. W. 11, L.R.O. 1990.

Le titre de deux des directives de procédure comprenaient le numéro d'un article de la Loi et elles ont été renommées afin d'exclure toute référence à un numéro d'article. Ainsi, la directive de procédure intitulée *Requêtes en vertu de l'article 15* s'intitule maintenant *Requêtes concernant le droit d'intenter une action*, et la directive de procédure intitulée *Demandes d'autorisation d'interjeter appel en vertu de l'article 86o* s'intitule maintenant simplement *Demandes d'autorisation d'interjeter appel*.

La directive de procédure portant sur les *Réexamens* comprend maintenant les renvois au volume et au numéro du bulletin *W.C.A.T. Reporter* pour toutes les décisions qui y sont mentionnées.

Aucune des modifications effectuées ne touche le fond des directives de procédure telles qu'elles ont été établies à la suite de la dernière révision en profondeur effectuée en avril 1991.



# PRACTICE DIRECTIONS

## DIRECTIVES DE PROCÉDURE

ACCESS TO WORKERS' FILES . . . . .	1
ACCÈS AUX DOSSIERS DES TRAVAILLEURS . . . . .	3
DETERMINING THE TRIBUNAL'S RIGHT TO HEAR AN APPEAL OR APPLICATION . . . . .	5
DÉLIMITATION DU POUVOIR DU TRIBUNAL D'ENTENDRE UN APPEL OU UNE REQUÊTE . . . . .	7
AVAILABILITY AND USE OF TRANSCRIPTS . . . . .	9
DISPONIBILITÉ ET UTILISATION DES TRANSCRIPTIONS . . . . .	11
APPLICATIONS FOR LEAVE TO APPEAL . . . . .	13
DEMANDES D'AUTORISATION D'INTERJETER APPEL . . . . .	15
POST-HEARING PROCEDURE . . . . .	17
PROCÉDURE POSTÉRIEURE À L'AUDIENCE . . . . .	19
APPLICATIONS CONCERNING THE RIGHT TO SUE . . . . .	21
REQUÊTES CONCERNANT LE DROIT D'INTENTER UNE ACTION . . . . .	25
RECONSIDERATIONS . . . . .	29
RÉEXAMENS . . . . .	33
SUMMONSES, FEES AND EXPENSES . . . . .	37
ASSIGNATIONS, INDEMNITÉS ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS . . . . .	39





# PRACTICE DIRECTION: ACCESS TO WORKERS' FILES

## GENERAL

The *Workers' Compensation Act*, section 71, sets out the principles which cover access to files of the Board by workers and employers. There are no specific provisions in the Act regarding access to a worker's file at the Appeals Tribunal. However, the Tribunal has exercised its authority under section 90 of the Act to determine its own practice and procedure concerning access to workers' files.

This Practice Direction is based on the principles set out in section 71 of the *Workers' Compensation Act*. Section 71 recognizes that the employer's and the worker's interest in a fair hearing requires disclosure of all information which is relevant to the appeal to both the worker and the employer.

This Practice Direction also incorporates principles found in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*. This legislation covers both access to information as well as the right of individuals, including workers, and other individuals who may be mentioned in a worker's file, to have personal information protected.

## PRACTICE GUIDELINES

1. As part of processing an appeal, the Tribunal will send the worker a Hearing Application or Hearing Response form. The worker will be asked to fill out the form and to state if the worker consents to the release of all or part of the worker's WCB file or files. The worker will have the right to review the file or files before deciding whether to consent. If the worker does not consent to the release of information, the matter will be placed before a Panel of the Tribunal for a determination of whether the information should be released.
2. Before information is released to either a worker or an employer, it will be reviewed by the Tribunal Counsel Office (TCO). This will be done even if the worker consents to the release of information. In reviewing a document, TCO will look particularly for the following:
  - information concerning a worker which may be "harmful" to the worker within the meaning of section 71(2) of the *Workers' Compensation Act* or has been identified as "harmful" by either the Board or a Panel of the Tribunal.



- information concerning a worker or another individual which is of such a sensitive or prejudicial nature that its relevance or potential relevance to the appeal may be outweighed.
- 3. If the Tribunal Counsel Office believes that any information should be withheld, the matter will be placed before a Panel of the Tribunal for a determination of whether the information will be released. Information will not be withheld without giving any affected party or individual the opportunity to make submissions on the matter.
- 4. Processing of an appeal will stop until the Panel decides what information should be released.

Dated at Toronto, Ontario, this 1st day of April, 1993.

Workers' Compensation Appeals Tribunal

S.R. Ellis, Chairman



# DIRECTIVE DE PROCÉDURE : ACCÈS AUX DOSSIERS DES TRAVAILLEURS

## GÉNÉRALITÉS

L'article 71 de la *Loi sur les accidents du travail* régit l'accès aux dossiers de la Commission par les travailleurs et les employeurs. Par contre, la Loi ne comporte aucune disposition relativement à l'accès aux dossiers des travailleurs au Tribunal d'appel. Le Tribunal a cependant exercé le pouvoir que lui confère l'article 90 de la Loi et a établi ses propres directives de procédure en matière d'accès aux dossiers des travailleurs.

La présente directive de procédure est fondée sur les principes exposés à l'article 71 de la *Loi sur les accidents du travail*. L'article 71 reconnaît que, pour obtenir une audience équitable, le travailleur et l'employeur doivent avoir accès à tous les renseignements pertinents à l'appel.

Cette directive de procédure incorpore aussi les principes de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. Cette loi régit l'accès à l'information ainsi que le droit à la protection des renseignements personnels des travailleurs et des autres particuliers dont il peut être question dans le dossier du travailleur.

## LIGNES DIRECTRICES RELATIVES À LA PRATIQUE

1. Le Tribunal envoie d'office au travailleur un formulaire de demande d'audience ou un formulaire de réponse du travailleur en lui demandant de le remplir et d'indiquer s'il consent à la divulgation du ou des dossier(s) que la Commission a établi(s) à son sujet. Le travailleur a le droit d'examiner son ou ses dossier(s) avant de se prononcer sur la question de la divulgation. C'est un jury du Tribunal qui est appelé à trancher la question lorsque le travailleur ne consent pas à la divulgation de certains renseignements.
2. Aucun renseignement n'est divulgué à un travailleur ou à un employeur sans avoir été examiné au préalable par le Bureau des conseillers juridiques du Tribunal (BCJT). Le BCJT procède à cet examen même si le travailleur consent à la divulgation des renseignements versés à son dossier. Lorsqu'il examine un document, le BCJT tente surtout d'identifier ce qui suit :
  - les renseignements concernant le travailleur pouvant être «préjudiciables» au travailleur au sens du paragraphe 71(2) de la *Loi sur les accidents du travail* ou qui ont été identifiés «préjudiciables» par la Commission ou un jury du Tribunal;



- les renseignements relatifs au travailleur ou à un autre particulier dont la nature délicate ou préjudiciable l'emporte sur le facteur de pertinence ou de pertinence éventuelle;
3. C'est un jury du Tribunal qui tranche la question de la divulgation lorsque le BCJT estime que certains renseignements ne devraient pas être divulgués. La divulgation de renseignements n'est pas refusée sans que toute partie ou tout particulier concerné ait eu la possibilité de soumettre ses observations sur le sujet.
4. Le traitement de l'appel est interrompu jusqu'à ce que le jury détermine quels renseignements devraient être divulgués.

Fait à Toronto, en Ontario, le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Tribunal d'appel des accidents du travail

S.R. Ellis, Président



# PRACTICE DIRECTION: DETERMINING THE TRIBUNAL'S RIGHT TO HEAR AN APPEAL OR APPLICATION

## THE LEGISLATION<sup>\*</sup>

According to Section 86(2) of the *Workers' Compensation Act*, the Appeals Tribunal may not deal with appeals from decisions, orders or rulings of the Board unless two requirements are met:

- 1) The procedures established by the Board have been exhausted, and
- 2) The Board has made a final decision, order or ruling.

These requirements do not apply to the following categories of cases:

- 1) Applications concerning a worker's objection to attending for a medical examination requested by the employer according to Section 23, or
- 2) Appeals of a Board decision concerning a worker's objection to the release of documents to the employer according to Section 71, or
- 3) Applications to determine the right to sue according to Section 17.

## THE PRACTICE

At the Appeals Tribunal, an Intake Officer will inform the participants and the Board of any incoming file in which the pre-appeal requirements appear not to have been met and in which the Appeals Tribunal does not appear to have jurisdiction.

---

<sup>\*</sup> This explanation of the legislation is for the purposes of convenience and does not bind the Appeals Tribunal.

The party bringing the appeal may write to the Tribunal and request a review of that decision. The file will be reviewed by a member of the Tribunal Counsel Office. If Tribunal Counsel believes that the Tribunal may have jurisdiction, or that it is a questionable point, the appeal will be reinstated and all parties will be advised. If not, the party objecting will be advised and told of the Tribunal Counsel's reasons.

If the point is still disputed, Tribunal Counsel will arrange to have the issue decided by a Panel of the Tribunal upon written submissions or at a hearing at the request of either party. Parties will be given notice of such proceedings and will be entitled to participate.

Dated at Toronto, Ontario, this 1st day of April, 1993.

Workers' Compensation Appeals Tribunal

S. R. Ellis, Chairman



# DIRECTIVE DE PROCÉDURE : DÉLIMITATION DU POUVOIR DU TRIBUNAL D'ENTENDRE UN APPEL OU UNE REQUÊTE

## LA LOI<sup>\*</sup>

Selon le paragraphe 86(2) de la *Loi sur les accidents du travail*, le Tribunal ne peut trancher les appels interjetés contre les décisions ou les ordonnances de la Commission des accidents du travail à moins que les deux conditions ci-après ne soient remplies.

- 1) Les procédures établies par la Commission doivent avoir été épuisées.
- 2) La Commission doit avoir rendu une décision ou une ordonnance définitive.

Ces conditions ne s'appliquent toutefois pas aux :

- 1) Requêtes en vertu de l'article 23 découlant du refus du travailleur de subir un examen médical demandé par l'employeur;
- 2) Appels en vertu de l'article 71 découlant de l'objection du travailleur à la divulgation de documents à l'employeur;
- 3) Requêtes en vertu de l'article 17 relatives au droit d'intenter une action.

## LA PRATIQUE

Un agent du Service de réception des nouveaux dossiers informe les participants et la Commission de la réception de tout dossier qui ne semble pas satisfaire aux conditions préalables et qui semble échapper à la compétence du Tribunal.

---

\* Cette explication de la Loi n'est fournie qu'aux seules fins de commodité et n'engage pas le Tribunal d'appel.

L'appelant ou le requérant peut écrire au Tribunal et lui demander de revoir cette décision. Le cas échéant, le dossier est revu par un membre du Bureau des conseillers juridiques du Tribunal. Si le conseiller juridique estime que le Tribunal a peut-être la compétence requise ou que la question est discutable, l'appel est rétabli et toutes les parties en sont informées. Dans le cas contraire, la partie qui s'oppose est informée de la confirmation de la décision initiale et des motifs du conseiller juridique du Tribunal.

Si le litige subsiste, le conseiller juridique du Tribunal prend des mesures pour qu'un jury du Tribunal tranche la question en examinant des observations écrites ou en tenant une audience à la demande de l'une ou l'autre des parties. Les parties sont informées de l'instance et peuvent y participer.

Fait à Toronto, en Ontario, le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Tribunal d'appel des accidents du travail

S.R. Ellis, Président



# **PRACTICE DIRECTION: AVAILABILITY AND USE OF TRANSCRIPTS**

## **AVAILABILITY OF TRANSCRIPTS**

If you require the transcript of a prior Workers' Compensation Board hearing, you must make this request when you complete the Hearing Application or Response form. Copies of the transcript will then be ordered and sent to the parties.

For reasons beyond the control of the Tribunal, not all transcripts of previous hearings are available. Cases which have been scheduled will not be adjourned because the transcript is unavailable, unless the hearing panel decides that such an adjournment is necessary.

Where a transcript has been ordered and is available, a copy will be present at the hearing. Except as indicated below, the hearing panel will not be given a copy of the transcript in advance of the hearing.

## **USE OF TRANSCRIPTS**

### **1. General Practice**

It is the general practice of the Tribunal not to make use of transcripts of previous hearings.

### **2. Previous Evidence**

If the transcript includes evidence from a witness who is no longer available or includes evidence of a technical or expert nature, that portion of the transcript may be included as an exhibit at the hearing. If a party or the Tribunal Counsel Office wishes to have such evidence placed before the hearing panel, notice must be given to the Tribunal Counsel Office and other parties to the appeal at least three weeks before the date of the hearing.

### 3. Inconsistent Testimony

If a party wishes to rely on a transcript for the purpose of challenging credibility or testing the consistency of testimony given to the hearing panel, it is not necessary to provide prior notification to the Tribunal.

Dated at Toronto, Ontario, this 10th day of April, 1991.

Workers' Compensation Appeals Tribunal

S.R. Ellis, Chairman



# DIRECTIVE DE PROCÉDURE : DISPONIBILITÉ ET UTILISATION DES TRANSCRIPTIONS

## DISPONIBILITÉ DES TRANSCRIPTIONS

Si vous avez besoin de la transcription d'une audience antérieure de la Commission des accidents du travail, vous devez en faire la demande au moment de remplir le formulaire de demande d'audience ou le formulaire de réponse. Le Tribunal fera alors le nécessaire pour se la procurer et, s'il l'obtient, il en fera parvenir copie aux parties.

Pour des raisons indépendantes de la volonté du Tribunal, les transcriptions d'audiences antérieures ne sont pas toutes disponibles. Toutefois, à moins que le jury d'audience ne décide qu'un ajournement est nécessaire, les cas déjà inscrits au calendrier des audiences ne peuvent pas être ajournés parce qu'une transcription n'est pas disponible.

Lorsque le Tribunal demande une transcription et l'obtient, copie de ladite transcription est disponible lors de l'audience. Sauf dans les cas prévus ci-après, le jury d'audience ne reçoit pas copie de la transcription avant l'audience.

## UTILISATION DES TRANSCRIPTIONS

### 1. Pratique générale

Le Tribunal d'appel ne se sert généralement pas des transcriptions d'audiences antérieures.

### 2. Preuve déposée antérieurement

Les extraits de transcription relatant la déposition de témoins qui ne sont plus disponibles ou comportant des éléments de preuve de nature technique ou fournis par des experts peuvent servir de pièces à l'appui lors de l'audience. Quand une partie ou le Bureau des conseillers juridiques du Tribunal désire saisir le Tribunal de tels éléments de preuve, avis doit en être donné au Bureau des conseillers juridiques du Tribunal et aux autres parties au moins trois semaines avant la date de l'audience.

### 3. Divergences dans la déposition d'un témoin

Quand une partie désire se reporter à une transcription afin de contester ou de mettre à l'épreuve la crédibilité d'une déposition produite devant le jury d'audience, il n'est pas nécessaire d'en notifier le Tribunal à l'avance.

Fait à Toronto, en Ontario, le 10 avril 1991.

Tribunal d'appel des accidents du travail

S.R. Ellis, Président



# **PRACTICE DIRECTION: APPLICATIONS FOR LEAVE TO APPEAL**

## **THE LEGISLATION\***

Anyone who is not satisfied with a decision of the Appeal Board of the Workers' Compensation Board may request leave of the Appeals Tribunal to have that decision reviewed. According to Section 94(3), leave to appeal a decision of the Appeal Board shall not be granted unless,

- i) there is substantial new evidence which was unavailable at the time of the hearing by the Appeal Board; or
- ii) there appears to the Appeals Tribunal to be good reason to doubt the correctness of the decision.

## **THE PRACTICE**

The application for leave to appeal is a separate procedure from the hearing of an appeal. If leave to appeal is granted, there will be a new and separate hearing set for the appeal itself before a different Panel of the Tribunal at a later date.

To apply for leave to appeal, the Applicant must complete the form entitled "Application for Leave to Appeal", and send it to the Appeals Tribunal along with any other written submissions which the Applicant wishes to make in support of the application.

The Tribunal will send a copy of the application form and a copy of any written submissions to all interested parties.

Any interested parties intending to participate in the application for leave to appeal should complete the form "Response to the Application for Leave to Appeal". The form may be

---

\* This explanation of the legislation is for the purpose of convenience and does not bind the Appeals Tribunal.

supplemented by any written submissions which that party wishes to provide. The Response to the application for leave to appeal and any written submissions must be sent to the Applicant and delivered to the office of the Appeals Tribunal within 14 days of the receipt of the Applicant's material.

The Applicant will be given an opportunity to reply if desired, and may provide reply material to the parties and the Appeals Tribunal prior to the hearing.

## THE HEARING PROCEDURE

Unless a party to the application for leave to appeal requests an opportunity to attend a hearing, or unless the Appeals Tribunal so requires, no hearing will be held .

A panel of the Appeals Tribunal will convene and decide the leave application on the basis of:

- the application form and response;
- any written submissions of the participants;
- the contents of the Workers' Compensation Board claim file;
- the decision appealed; and
- the transcript of the Appeal Board hearing.

The parties will be informed of the Panel's decision and reasons. Where leave to appeal is granted, the file will be processed as an appeal in the normal course.

Dated at Toronto, Ontario, this 1st day of April, 1993.

Workers' Compensation Appeals Tribunal

S. R. Ellis, Chairman



# DIRECTIVE DE PROCÉDURE : DEMANDES D'AUTORISATION D'INTERJETER APPEL

## LA LOI<sup>\*</sup>

Quiconque n'est pas satisfait d'une décision de la Commission d'appel de la Commission des accidents du travail peut demander au Tribunal d'appel l'autorisation d'en interjeter appel. Aux termes du paragraphe 94(3), l'autorisation d'interjeter appel d'une décision de la Commission d'appel ne peut être accordée que dans les situations prévues ci-après :

- i) Il existe de nouveaux éléments de preuve d'importance majeure qui n'étaient pas disponibles lors de l'audience de la Commission d'appel.
- ii) Il semble exister, aux yeux du Tribunal d'appel, de bonnes raisons de mettre en doute l'exactitude de la décision.

## LA PRATIQUE

La demande d'autorisation d'interjeter appel est instruite séparément de l'appel proprement dit. Quand une demande est accueillie, l'appel est entendu lors d'une audience distincte présidée par un autre jury du Tribunal à une date ultérieure.

Pour demander l'autorisation d'interjeter appel, le demandeur doit remplir un formulaire de demande d'autorisation d'interjeter appel et l'envoyer au Tribunal d'appel, en y joignant toute observation écrite qu'il désire soumettre à l'appui de sa demande.

Le Tribunal envoie copie du formulaire et de toute observation écrite éventuelle à toutes les parties intéressées.

Toute partie qui compte participer à la demande d'autorisation d'interjeter appel devrait remplir un formulaire de réponse à la demande d'autorisation d'interjeter appel et y joindre toute observation écrite qu'elle désire soumettre. Le formulaire de réponse et toute observation

---

\* Cette explication de la Loi n'est présentée qu'aux seules fins de commodité et n'engage pas le Tribunal.

écrite éventuelle doivent être envoyés au demandeur et déposés au Tribunal d'appel dans les 14 jours suivant la réception des documents du demandeur.

Le demandeur, qui a le droit de répondre s'il le désire, peut remettre des documents de réponse aux autres parties et au Tribunal d'appel avant l'audience.

## L'EXAMEN DE LA DEMANDE

À moins qu'une partie ne demande d'assister à une audience ou que le Tribunal ne décide d'en tenir une, les demandes d'autorisation ne sont pas instruites par voie d'audience. Un jury du Tribunal d'appel se réunit pour trancher la demande d'autorisation en se fondant sur :

- le formulaire de demande et la réponse à la demande;
- toute observation écrite soumise par les participants;
- le contenu du dossier de la Commission des accidents du travail;
- la décision visée;
- la transcription de l'audience de la Commission d'appel.

Les parties sont informées de la décision du jury et de ses motifs. Quand la demande est accueillie, le dossier est ensuite traité comme un appel ordinaire.

Fait à Toronto, en Ontario, le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Tribunal d'appel des accidents du travail

S.R. Ellis, Président



# **PRACTICE DIRECTION: POST-HEARING PROCEDURE**

## **THE PRACTICE**

At the conclusion of a hearing before a panel of the Appeals Tribunal, neither the parties, their representatives nor the Tribunal Counsel Office may communicate with the Hearing Panel.

In some cases the Hearing Panel may instruct the parties, their representatives, or the Tribunal Counsel Office to obtain further evidence or make further submissions as the Hearing Panel may require. In those circumstances, the material will be circulated to the parties for submissions prior to the Panel making a decision.

Dated at Toronto, Ontario, this 10th day of April, 1991.

Workers' Compensation Appeals Tribunal

S. R. Ellis, Chairman





# DIRECTIVE DE PROCÉDURE : PROCÉDURE POSTÉRIEURE À L'AUDIENCE

## LA PRATIQUE

À l'issue d'une audience du Tribunal d'appel, il est interdit aux parties, à leurs représentants et au Bureau des conseillers juridiques du Tribunal de communiquer avec le jury d'audience.

Dans certains cas, le jury d'audience peut ordonner aux parties, à leurs représentants ou au Bureau des conseillers juridiques du Tribunal de produire d'autres éléments de preuve ou de soumettre des observations supplémentaires. Le cas échéant, les documents produits sont communiqués aux parties pour qu'elles puissent soumettre leurs observations avant que le jury ne rende sa décision.

Fait à Toronto, en Ontario, le 10 avril 1991.

Tribunal d'appel des accidents du travail

S.R. Ellis, Président



# **PRACTICE DIRECTION: APPLICATIONS CONCERNING THE RIGHT TO SUE**

## **APPLICANT'S MATERIAL**

The applicant is to prepare an "Applicant's Section 17 Statement" containing the following information:

1. Table of Contents;
2. A statement of the facts relied upon;
3. The issues and arguments to be made;
4. The law;
5. Copies of all documentary evidence upon which the applicant intends to rely, including any relevant material from the WCB file;
6. Copies of the relevant portions of examinations for discovery, and copies of the relevant portions of transcripts of any previous proceedings, if applicable;
7. A list of all witnesses who will give testimony and an outline of their testimony;
8. All pleadings in the action and in any other action arising out of the same set of facts.

The Applicant's Section 17 Statement is to be sent to all interested parties, and five copies must be sent to the Workers' Compensation Appeals Tribunal together with proof that the Applicant's Statement has been sent to all interested parties.

## **RESPONDENT'S MATERIAL**

Within three weeks of receipt of the Applicant's Section 17 Statement, the Respondent is to send a copy of the "Respondent's Section 17 Statement" to all interested parties. Five copies of the Respondent's Section 17 Statement are to be sent to the Workers' Compensation Appeals Tribunal together with proof that the Respondent's Statement has been sent to all interested



parties. The requirements as to the content of the Respondent's Section 17 Statement are the same as for the Applicant's Statement, but no material need be duplicated.

## **REPLY MATERIAL**

The Applicant may prepare a Reply to the Respondent's Section 17 Statement, and deliver it in the same manner outlined above prior to the date set for hearing.

## **OTHER PARTIES**

Parties who are neither applicants nor respondents but have an interest in the application may contact the Tribunal Counsel Office.

**WITHOUT LEAVE OF THE HEARING PANEL NO FACT OR ARGUMENT MAY BE PRESENTED OR RELIED UPON AT A HEARING BY ANY PARTY UNLESS IT IS CONTAINED IN THE SECTION 17 STATEMENT OR REPLY.**

## **PROCESS AT THE APPEALS TRIBUNAL**

Once the Applicant's Section 17 Statement is received by the Tribunal, a date will be set for hearing of the application.

Adjournments will not be granted unless there is written consent of the parties. Where an adjournment is granted, it may be several months before the matter can be re-scheduled.

## **SUMMONSES**

Any party to an application brought under Section 17 may make a request for a summons to the Tribunal Counsel Office. A summons requested by a party to the application which is considered by the Tribunal Counsel Office to be necessary and useful to the proceedings will be delivered to the party making the request, and that party will be responsible for serving the summons and paying the expenses according to Tariff A of the Rules of Civil Procedure.

If the Tribunal Counsel Office declines to issue a summons which has been requested by a party, the party may require that the summons request be placed before a Panel of the Tribunal. The request will be decided by the Panel based upon written submissions.

Where the Appeals Tribunal issues a summons on its own initiative, the Tribunal will serve the summons and pay the expenses.

Dated at Toronto, Ontario, 1st day of April, 1993.

Workers' Compensation Appeals Tribunal

S.R. Ellis, Chairman





# **DIRECTIVE DE PROCÉDURE : REQUÊTES CONCERNANT LE DROIT D'INTENTER UNE ACTION**

## **DOCUMENTS À PRODUIRE PAR LE REQUÉRANT**

L'auteur de la requête en vertu de l'article 17 doit préparer une déclaration composée des renseignements et documents suivants :

- 1) une table des matières;
- 2) un exposé des faits invoqués;
- 3) une liste des questions litigieuses et des arguments;
- 4) les documents juridiques à l'appui (dispositions législatives pertinentes, jurisprudence, etc.);
- 5) des copies de toute preuve documentaire qu'il compte invoquer, y compris tout document pertinent provenant du dossier de la CAT;
- 6) des copies des extraits pertinents d'interrogatoires préalables et, le cas échéant, des copies des extraits pertinents de transcriptions d'instances antérieures;
- 7) une liste de tous les témoins devant comparaître avec sommaire de leur témoignage;
- 8) tous les actes de procédure reliés à l'action ou à d'autres actions reposant sur les mêmes faits.

L'auteur de la requête en vertu de l'article 17 doit faire parvenir ladite déclaration à toutes les parties intéressées (une copie à chaque partie) et au Tribunal (cinq copies). Il doit accompagner les copies envoyées au Tribunal d'une preuve de l'envoi de sa déclaration à toutes les parties intéressées.

## **DOCUMENTS À PRODUIRE PAR L'INTIMÉ**

Dans les trois semaines suivant la réception de la déclaration de l'auteur de la requête, l'intimé doit préparer une déclaration de l'intimé et la faire parvenir à toutes les parties

intéressées (une copie à chaque partie) et au Tribunal (cinq copies). Il doit accompagner les copies envoyées au Tribunal d'une preuve de l'envoi de sa déclaration à toutes les parties intéressées. La déclaration de l'intimé doit comporter le même genre de documents et de renseignements que la déclaration du requérant, mais il n'est pas nécessaire de fournir un double des documents déjà produits.

## **DOCUMENTS FOURNIS EN RÉPONSE**

L'auteur de la requête peut préparer une réponse à la déclaration de l'intimé et l'expédier en suivant les modalités susmentionnées avant la date prévue pour l'audience.

## **AUTRES PARTIES**

Quiconque n'est ni requérant ni intimé mais que la requête concerne peut se mettre en rapport avec le Bureau des conseillers juridiques du Tribunal.

**SAUF AUTORISATION DU JURY D'AUDIENCE, NULLE PARTIE NE PEUT PRÉSENTER OU INVOQUER UN FAIT OU UN ARGUMENT QUI NE FIGURE PAS DANS LA DÉCLARATION DE L'AUTEUR DE LA REQUÊTE OU DANS LA RÉPONSE DE L'INTIMÉ.**

## **MODALITÉS D'AUDITION**

Une fois que le Tribunal a reçu la déclaration de l'auteur de la requête, il fixe une date en vue de l'audition.

Aucun ajournement n'est accordé, à moins de consentement écrit des parties. Quand un ajournement est accordé, des mois peuvent s'écouler avant que le cas ne puisse être réinscrit au calendrier des audiences.

## **ASSIGNATIONS**

Toute partie à une requête en vertu de l'article 17 peut demander au Bureau des conseillers juridiques du Tribunal d'émettre une assignation à comparaître. Si le Bureau des conseillers juridiques juge que pareille assignation est nécessaire et utile à l'instance, il la fait remettre à la partie qui en a fait la demande. Il incombe à ladite partie de signifier l'assignation et de payer les frais prévus au Tarif A des Règles de procédure civile.

Si le Bureau des conseillers juridiques refuse d'émettre une assignation, la partie peut demander que sa demande soit soumise à un jury du Tribunal pour que la question soit tranchée à la lumière d'observations écrites sur le sujet.

Dans le cas où le Tribunal émet une assignation de son propre chef, il lui incombe de la signifier et d'en assumer les frais.

Fait à Toronto, en Ontario, le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Tribunal d'appel des accidents du travail

S.R. Ellis, Président





# PRACTICE DIRECTION: RECONSIDERATIONS

## GENERAL

The *Workers' Compensation Act*, section 86(3), states that the Appeals Tribunal's decisions are final and conclusive. There is no further right of appeal. However, sections 92 and 70 give the Tribunal the discretion to reconsider a decision if the Tribunal thinks that it is advisable to do so.

A reconsideration is different from an appeal. Under the *Workers' Compensation Act*, a party can appeal a Board decision to the Appeals Tribunal as a right without giving reasons. However, a party must provide some good reason for a decision to be reconsidered.

A reconsideration involves two steps:

1. The Tribunal must decide whether it is advisable to re-open the decision. This is called the threshold test.
2. If the threshold test is met, the Tribunal must decide whether the previous decision should be changed and, if so, how it should be changed. This is called the decision on the merits.

Because the power to reconsider is discretionary, a decision on the threshold test must be made on the facts of each request. Some examples of situations where the Tribunal might decide that it is advisable to re-open the decision are:

- significant new evidence is discovered which was not available at the original hearing;
- the decision overlooks an important piece of evidence (as opposed to rejecting the evidence or distinguishing it);
- the decision contains a clear error of law (for example, the decision does not apply the relevant sections of the *Workers' Compensation Act*);
- the decision contains a jurisdictional error (for example, the Tribunal decided an issue which it did not have the legal authority to decide).

In deciding whether to re-open a decision the Tribunal will weigh the circumstances favouring the re-opening against the need for its decisions to be final and the prejudice to any party of the re-opening.

For a more detailed discussion of the threshold test, see *Decision No. 72R* (1986), 18 W.C.A.T.R. 1, *Decision No. 72R2* (1986) 18 W.C.A.T.R. 26, *Decision No. 95R* (1989), 11 W.C.A.T.R. 1 and *Decision No. 850/87R* (1990), 14 W.C.A.T.R. 1. These and other Tribunal decisions are available from the Tribunal's Information Department.

## PRACTICE GUIDELINES

The reconsideration procedure is flexible and can be varied to fit the needs of a particular case. The following paragraphs describe the usual process. Most reconsideration requests are decided on the basis of written submissions; however, the Tribunal may require an oral hearing.

### The Threshold Test

1. A party who wants a reconsideration (the Applicant) should write a letter explaining why there is good reason to think the decision contains an important mistake. The letter should be marked to the attention of Counsel to the Chairman.
2. If the reconsideration request does not give any reasons, the Tribunal will advise the Applicant of the need to provide reasons for the reconsideration request.
3. The Tribunal will send a form to the Applicant asking whether he or she consents to the release of the reconsideration request and any other relevant information to the other parties to the original hearing. The form will also ask whether the Applicant intends to have a representative and whether the submissions are complete.
4. Once the party has returned this form and indicated the submissions are complete, the Chairman will assign the reconsideration request to a Reconsideration Panel. The Reconsideration Panel may be the same panel as the original Hearing Panel.
5. If the Reconsideration Panel decides that the reconsideration request does not have any prospect of success, it will not seek submissions from any other party. The Reconsideration Panel will issue a decision explaining why the threshold test has not been met. The decision will be sent to the Applicant and any other party to the original hearing.
6. If the Reconsideration Panel decides that the reconsideration application has some possibility of meeting the threshold test, it will ask any other party to the original hearing (the respondent) for submissions on the threshold test. *Note: If a party declined to participate in the original hear-*



*ing, the Tribunal will not normally ask for submissions on the threshold test. However, a Reconsideration Panel may decide to ask such a party for submissions where the issues raised on the reconsideration request appear to be different from those at the original hearing.*

7. Generally, a Reconsideration Panel will give the Respondent three weeks to respond in writing to the reconsideration request. The submissions should be sent to the Appeals Tribunal (marked to the attention of Counsel to the Chairman) and also to the Applicant.

8. The Applicant will generally be given two weeks to make a written response to the Respondent's submissions. The Applicant's response should be sent to the Appeals Tribunal to the attention of Counsel to the Chairman and to the Respondent. *Note: The Applicant's response is sent to the Respondent for information only. Submissions are complete at this point unless the Reconsideration Panel requests additional information.*

9. All submissions are sent to the Reconsideration Panel which will make a decision on the threshold question.

10. The Chairman may elect not to assign a panel to review a reconsideration request which repeats the substance of a previous unsuccessful reconsideration request.

#### **Decision on the Merits**

11. If the threshold test is met, the case will be re-opened and a new decision made on the merits. At this stage, the Tribunal is governed by the statutory provisions which applied to the original hearing. Notice of the hearing on the merits will be given to all parties of record.

12. If the threshold test is met with respect to only part of a decision, only that part of the decision will be reconsidered on the merits.

13. The Reconsideration Panel may give instructions about the procedure to be followed on the decision on the merits. For example, if credibility is not in issue, it may not be necessary to hold an oral hearing on the merits.

14. If an oral hearing on the merits is necessary, the matter will be referred to the Tribunal's Scheduling Department and to the Tribunal Counsel Office. It will then be treated as any other oral hearing, subject to any special instructions in the reconsideration decision. The matter will be reheard by a different Hearing Panel unless the Reconsideration Panel decides that it should continue to be seized.

15. In some cases, it may be appropriate to combine the submissions on the threshold test and the merits. The combined hearing may involve oral and/or written submissions.

### Other

16. Some reconsideration requests do not question the result in a decision but identify an ambiguity or misstatement. If the problem identified is straightforward and does not alter the substance of the decision, a Reconsideration Panel may correct the misstatement or ambiguity without asking for submissions from the other party.

17. The Tribunal may initiate a reconsideration process on its own initiative. The parties will be given an opportunity to make submissions on the threshold test and, if applicable, on the merits. However, submissions from the parties will not be sought where the Tribunal decides that it is appropriate to clarify an ambiguity or misstatement in a decision and the substance of the decision is not affected.

18. Except for its powers under section 93 of the *Workers' Compensation Act*, the Board cannot require the Tribunal to reconsider a decision. However, where the Board has difficulty implementing a decision, it may bring this to the Tribunal's attention. The Tribunal will consider whether the matter warrants beginning a reconsideration process on the Tribunal's own initiative. If it does, the parties will be asked for submissions on the threshold question if the substance of the decision may be affected. If the Board merely identifies an ambiguity or misstatement, a Reconsideration Panel may clarify the decision without asking for submissions from the parties.

19. Correspondence from the Ombudsman may cause the Tribunal to begin a reconsideration process on its own initiative. The parties will be asked for submissions on the threshold test before the Tribunal decides that it is advisable to re-open a decision. See *Decision No. 95R* (1989), 11 W.C.A.T.R. 1, which discusses the differences between the Ombudsman and the Appeals Tribunal. *Note: While Decision No. 95R discusses the procedure to follow in a case which involves the Ombudsman, the reconsideration process is flexible and the procedure discussed in Decision No. 95R may be varied as appropriate.*

Dated at Toronto, Ontario, this 1st day of April, 1993.

Workers' Compensation Appeals Tribunal

S.R. Ellis, Chairman

# DIRECTIVE DE PROCÉDURE : RÉEXAMENS

## GÉNÉRALITÉS

Le paragraphe 86(3) de la *Loi sur les accidents du travail* stipule que les décisions du Tribunal d'appel sont définitives et sans appel. Cependant, les articles 92 et 70 investissent le Tribunal du pouvoir discrétionnaire de réexaminer ses décisions lorsqu'il juge bon de le faire.

Le réexamen est différent de l'appel. Aux termes de la *Loi sur les accidents du travail*, une partie peut de droit interjeter appel de toute décision de la Commission auprès du Tribunal d'appel, et ce, sans avoir à fournir d'explication. Toutefois, il en va autrement dans le cas des demandes de réexamen car elles doivent s'appuyer sur des motifs valables.

Le réexamen comporte deux étapes :

1. Le Tribunal doit décider s'il convient de réexaminer la décision. Cette étape s'appelle l'étape du test-seuil.
2. Quand la demande satisfait aux exigences du test-seuil, le Tribunal doit décider si la décision doit être modifiée et, le cas échéant, de quelle façon. Cette étape s'appelle l'étape de l'examen du fond du cas.

Étant donné que le pouvoir de réexamen est discrétionnaire, le test-seuil doit reposer sur un examen des faits particuliers à chaque demande. Suivent quelques exemples de situations dans lesquelles le Tribunal peut décider qu'il convient de réexaminer une décision :

- Il existe de nouveaux éléments de preuve d'importance majeure qui n'étaient pas disponibles lors de l'audience initiale.
- La décision ne tient pas compte d'importants éléments de preuve (par opposition au rejet ou à la discrimination de la preuve).
- La décision comporte une erreur de droit manifeste (par exemple, elle n'est pas fondée sur les articles appropriés de la *Loi sur les accidents du travail*);
- La décision comporte une erreur de compétence (par exemple, le Tribunal a tranché une question qu'il n'avait pas la compétence de trancher).

Pour décider s'il convient de réexaminer une décision, le Tribunal évalue les circonstances en faveur d'un réexamen et détermine si elles l'emportent sur l'importance du caractère de



finalité de ses décisions de même que sur le préjudice qu'un réexamen pourrait causer à toute partie concernée.

Pour en apprendre plus au sujet du test-seuil, voir la *décision n° 72R* (1986), 18 W.C.A.T.R. 1, la *décision n° 72R2* (1986), 18 W.C.A.T.R. 26, la *décision n° 95R* (1989), 11 W.C.A.T.R. 1, et la *décision n° 850/87R* (1990), 14 W.C.A.T.R. 1. Le lecteur peut se procurer ces décisions, et les autres décisions du Tribunal, en s'adressant au Service d'information du Tribunal.

## LIGNES DIRECTRICES CONCERNANT LA PRATIQUE

La procédure de réexamen est souple et peut varier selon les cas au besoin. Les paragraphes suivants décrivent la procédure habituelle. La plupart des demandes de réexamen sont tranchées à l'examen d'observations écrites; cependant, le Tribunal peut exiger la tenue d'une audience.

### Le test-seuil

1. La partie qui désire le réexamen (ci-après, «le requérant») doit expliquer par écrit au Tribunal pourquoi elle pense qu'il y a de bonnes raisons de croire que la décision est erronée. Le requérant devrait adresser sa lettre à l'attention du conseiller juridique du président.
2. Si le requérant n'explique pas ses motifs, le Tribunal l'informe qu'il doit le faire.
3. Le Tribunal envoie un formulaire au requérant en lui demandant s'il consent à divulguer sa demande de réexamen et tout autre renseignement afférent aux autres parties à l'audience initiale. Le requérant doit aussi indiquer sur le formulaire s'il a l'intention d'être représenté et s'il a émis toutes ses observations.
4. Une fois que le requérant a renvoyé le formulaire et indiqué qu'il a émis toutes ses observations, le président confie la demande à un jury de réexamen. Le jury de réexamen peut être le jury d'audience initial.
5. Si le jury de réexamen estime que la demande de réexamen est vouée à l'échec, il ne demande à aucune autre partie de soumettre des observations. Il rend une décision dans laquelle il explique pourquoi la demande ne satisfait pas aux exigences du test-seuil. Le requérant et toute autre partie à l'appel initial reçoivent la décision.
6. Si le jury de réexamen estime possible que la demande de réexamen satisfasse aux exigences du test-seuil, il demande à toute autre partie à l'audience initiale (ci-après, «l'intimé») de déposer aux fins du test-seuil. *Note : Lorsqu'une partie a refusé de participer à l'audience*

*initiale, le Tribunal ne lui demande normalement pas de soumettre ses observations aux fins du test-seuil. Cependant, le jury de réexamen peut décider de demander à une telle partie de soumettre ses observations si les questions soulevées dans la demande de réexamen semblent différer de celles examinées lors de l'audience initiale.*

7. Le jury de réexamen donne généralement trois semaines à l'intimé pour répondre par écrit à la demande de réexamen. Il devrait transmettre ses observations au Tribunal d'appel (à l'attention du conseiller juridique du président) et au requérant.

8. Le requérant a généralement deux semaines pour répondre par écrit aux observations de l'intimé. Il devrait envoyer sa réponse au Tribunal d'appel (à l'attention du conseiller juridique du président) et à l'intimé. *Note : La réponse du requérant est envoyée à l'intimé aux seules fins d'information. À cette étape, le dépôt des observations est terminé, à moins que le jury de réexamen ne demande des renseignements supplémentaires.*

9. Toutes les observations sont envoyées au jury de réexamen qui tranche la question du test-seuil.

10. Quand une demande de réexamen correspond en substance à une demande rejetée antérieurement, le président peut décider de ne pas la confier à un jury de réexamen.

### **Décision sur le fond**

11. Si la demande satisfait aux exigences du test-seuil, le cas est réexaminé et une nouvelle décision est rendue sur le fond. Ce sont les dispositions législatives applicables lors de l'audience initiale qui s'appliquent à cette étape. Toutes les parties au dossier reçoivent un avis les informant de la tenue d'une audience pour examiner le fond du cas.

12. Si seulement une partie de la décision visée satisfait aux exigences du test-seuil, seul le fond de cette partie de la décision est réexaminé.

13. Le jury de réexamen peut donner des directives au sujet de la procédure à suivre lors du réexamen du fond du cas. Par exemple, il peut ne pas être nécessaire de tenir une audience si la crédibilité n'est pas en cause.

14. Si une audience est nécessaire pour examiner le fond du cas, la demande est renvoyée au Service d'inscription des cas et au Bureau des conseillers juridiques du Tribunal. Le cas est alors traité comme tout autre cas, sous réserve de toute directive particulière du jury de réexamen. Un autre jury d'audience entend le cas, à moins que le jury de réexamen ne décide qu'il doit en demeurer saisi.

15. Dans certains cas, il peut convenir de combiner le dépôt des observations relatives au test-seuil et celles relatives au fond du cas. Le cas échéant, l'audience peut comporter le dépôt d'observations orales ou écrites, ou les deux.

#### Autres

16. Certaines demandes de réexamen ne mettent pas en cause le résultat de la décision mais plutôt une ambiguïté ou un renseignement inexact. Si le problème est simple et ne touche pas le fond de la décision, le jury de réexamen peut corriger le renseignement inexact ou l'ambiguïté sans demander à l'autre partie de soumettre ses observations.

17. Le Tribunal peut entamer un réexamen de son propre chef. Il donne aux parties la possibilité de soumettre leurs observations à l'étape du test-seuil et, au besoin, à celle de l'examen du fond du cas. Les parties ne sont toutefois pas invitées à soumettre leurs observations lorsque le Tribunal décide qu'il convient d'éclaircir une ambiguïté ou de rectifier un renseignement inexact sans que cela ne change le fond de la décision.

18. Exception faite des pouvoirs que l'article 93 de la *Loi sur les accidents du travail* lui confère, la Commission ne peut exiger du Tribunal qu'il réexamine une décision. Cependant, lorsqu'elle a de la difficulté à mettre une décision à exécution, la Commission peut en aviser le Tribunal. Dans de tels cas, le Tribunal examine si la situation justifie d'entamer un réexamen de son propre chef. Le cas échéant, et si le problème peut toucher au fond de la décision, le Tribunal demande aux parties de soumettre leurs observations aux fins du test-seuil. Si la Commission identifie simplement un renseignement inexact ou une ambiguïté, un jury de réexamen peut éclaircir la décision sans demander aux parties de soumettre leurs observations.

19. Le Tribunal peut entamer un réexamen de son propre chef après avoir reçu de la correspondance provenant du Bureau de l'ombudsman. Le Tribunal demande alors aux parties de soumettre leurs observations aux fins du test-seuil avant de décider s'il convient de procéder au réexamen de la décision visée. Voir la *décision n° 95R* (1989), 11 W.C.A.T.R. 1, décision qui examine les différences entre le Bureau de l'ombudsman et le Tribunal d'appel. *Note : Bien que la décision n° 95R présente la procédure à suivre dans les cas auxquels l'ombudsman participe, les modalités de réexamen sont souples et la procédure présentée dans la décision n° 95R peut varier au besoin.*

Fait à Toronto, en Ontario, le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Tribunal d'appel des accidents du travail

S.R. Ellis, Président

# PRACTICE DIRECTION: SUMMONSES, FEES AND EXPENSES<sup>\*</sup>

## THE LEGISLATION<sup>\*\*</sup>

Sections 74 and 92 of the *Workers' Compensation Act* gives the Tribunal the power to summon and enforce the attendance of witnesses at a hearing in the same manner as a court.

## THE PRACTICE

Any party to an appeal or application can request in writing a summons to require the attendance of a witness at a hearing. The request should be made at least three weeks prior to the hearing and include the name and address of the person and a brief statement of the reason why the person's testimony is necessary for the appeal and why a summons is required.

All summons requests will be reviewed by the Tribunal Counsel Office. If the Counsel Office agrees that the person's testimony is necessary, and a summons is required, the Tribunal will prepare and serve the summons on that person. If the Counsel Office disagrees, the request may be renewed before the Hearing Panel.

---

\* This Practice Direction does not apply to applications under Section 17 of the *Workers' Compensation Act*. For Section 17 Applications see the practice direction, *Applications Concerning the Right to Sue*.

\*\* This explanation of the legislation is for the purposes of convenience and does not bind the Appeals Tribunal.



## FEES AND EXPENSES

The Tribunal will pay witness fees and expenses for witnesses who are summoned by the Tribunal according to policies adopted from time to time by the Tribunal.

Dated at Toronto, Ontario, this 1st day of April, 1993.

Workers' Compensation Appeals Tribunal

S.R. Ellis, Chairman

# DIRECTIVE DE PROCÉDURE : ASSIGNATIONS, INDEMNITÉS ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS<sup>\*</sup>

## LA LOI<sup>\*\*</sup>

Les articles 74 et 92 de la *Loi sur les accidents du travail* investit le Tribunal du pouvoir d'assigner des témoins et de les contraindre à comparaître à ses audiences, et ce, de la même manière qu'une cour.

## LA PRATIQUE

Toute partie à un appel ou à une requête peut demander par écrit la délivrance d'une assignation pour obliger un témoin à comparaître à une audience. Le demandeur devrait faire sa demande au moins trois semaines avant l'audience. Il devrait y indiquer le nom et l'adresse de la personne visée et expliquer brièvement ce qui rend son témoignage nécessaire et pourquoi une assignation est requise.

Le Bureau des conseillers juridiques du Tribunal (BCJT) revoit toutes les demandes d'assignation. Si le BCJT convient que le témoignage de la personne visée est nécessaire et qu'il y a lieu d'émettre une assignation, le Tribunal la prépare et la signifie. Si le BCJT estime que le témoignage n'est pas nécessaire, le demandeur peut réitérer sa demande auprès du jury d'audience.

---

\* Cette directive de procédure ne s'applique pas aux requêtes en vertu de l'article 17 de la *Loi sur les accidents du travail*. En ce qui concerne les requêtes en vertu de l'article 17, se reporter à la directive de procédure intitulée, *Requêtes concernant le droit d'intenter une action*.

\*\* Cette explication de la loi n'est donnée qu'aux seules fins de commodité et n'engage pas le Tribunal d'appel.

## INDEMNITÉS ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS

Le Tribunal verse des indemnités de témoin aux témoins qu'il assigne et leur rembourse leurs frais, conformément à des politiques qu'il adopte de temps à autre.

Fait à Toronto, en Ontario, le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Tribunal d'appel des accidents du travail

S.R. Ellis, Président







